

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Coopération

Ryad et Pékin signent 8 milliards de dollars d'investissements

L'Arabie saoudite a annoncé le 11 juin des accords d'investissements de 10 milliards de dollars, essentiellement conclus par la ... • (Page 06)

Fonction publique

La France va dévoiler ses mesures salariales pour les fonctionnaires

La question du pouvoir d'achat pour les membres de la fonction publique est ce lundi à l'agenda ... • (Page 06)

Subventions à la pêche

• (Page 03)

Le Bénin tarde à adhérer à l'Accord de l'OMC

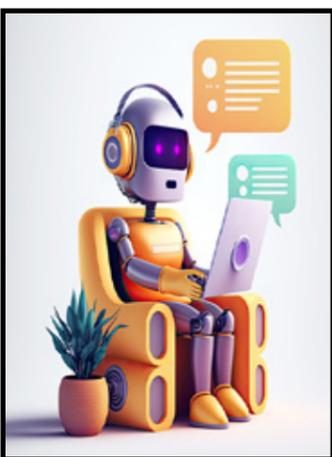


o L'adhésion du Nigeria

Intelligence artificielle

• (Page 11)

Un danger « invisible » pour le marché du travail ?



Deuxième trimestre 2023

La BCEAO table sur un PIB réel de 5,7% dans l'UEMOA

La note de conjoncture économique de mai 2023 de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de ... • (Page 02)

Assemblée nationale

Les députés béninois aux Parlements régionaux désignés

Les représentants de la 9ème législature de l'Assemblée nationale du Bénin dans ... • (Page 09)

Africa CEO Forum 2023

Une conclusion ambitieuse axée sur la libération du plein potentiel de l'Afrique

L'Africa CEO Forum 2023 s'est achevé avec succès le 6 juin dernier, dressant le portrait d'un continent dynamique, prêt à accélérer sa croissance et sa ... • (Page 04)

Gestion publique

Journées d'information et de sensibilisation sur les chantiers de l'UEMOA au Niger

Le Bureau de Représentation de la Commission de l'UEMOA à Niamey sensibilise les étudiants sur la libre ... • (Page 04)

CORIS MONEY et bien+

TRANSFERT D'ARGENT

www.corismoney.com

Depôt/Retrait d'argent | Bank to Wallet | Transfert d'argent | Paiement marchand

SIMPLE & COOL | Centre de contact : 21 36 00 54 | par CORIS BANK

Deuxième trimestre 2023

La BCEAO table sur un PIB réel de 5,7% dans l'UEMOA

La note de conjoncture économique de mai 2023 de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) indique que le Produit intérieur brut (PIB) réel au deuxième trimestre serait de 5,7% après une réalisation de 5,4% au premier trimestre 2023.

• Abdul Wahab ADO

L'indicateur de mesure des valeurs de tous les biens et services produits dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ressortirait à 5,7% au deuxième trimestre 2023 après une réalisation de 5,4% au premier trimestre 2023, selon la note de conjoncture de la BCEAO de mai 2023. Les performances économiques des pays de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue de la demande intérieure, a indiqué la note. En ce qui concerne le niveau des prix, les données disponibles indiquent que le taux d'inflation continue de ralentir, en ligne avec un bon approvisionnement des marchés en produits céréaliers issus de la campagne agricole 2022/2023 et une modération des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux.



Cette tendance est renforcée par les efforts continus des gouvernements pour maintenir le pouvoir d'achat des citoyens, ainsi que par la normalisation de la politique monétaire de la BCEAO. Les données renseignent qu'au niveau des pays membres de l'UEMOA, les indicateurs de la conjoncture disponibles, à fin mars 2023, font ressortir que l'activité économique a été soutenue par le raffermissement de la demande intérieure, dans un contexte

de réalisation de plusieurs projets d'envergure, notamment dans les secteurs pétrolier et gazier au Niger et au Sénégal. Les pressions sur les prix se sont, pour leur part, atténuées, suite à l'arrivée sur les marchés de nouvelles récoltes et à la détente des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux. Selon la note de conjoncture, de bonnes perspectives s'annoncent pour les économies de l'Union au deuxième trimestre de 2023.

Examen du BEPC 2023 dans le Couffo

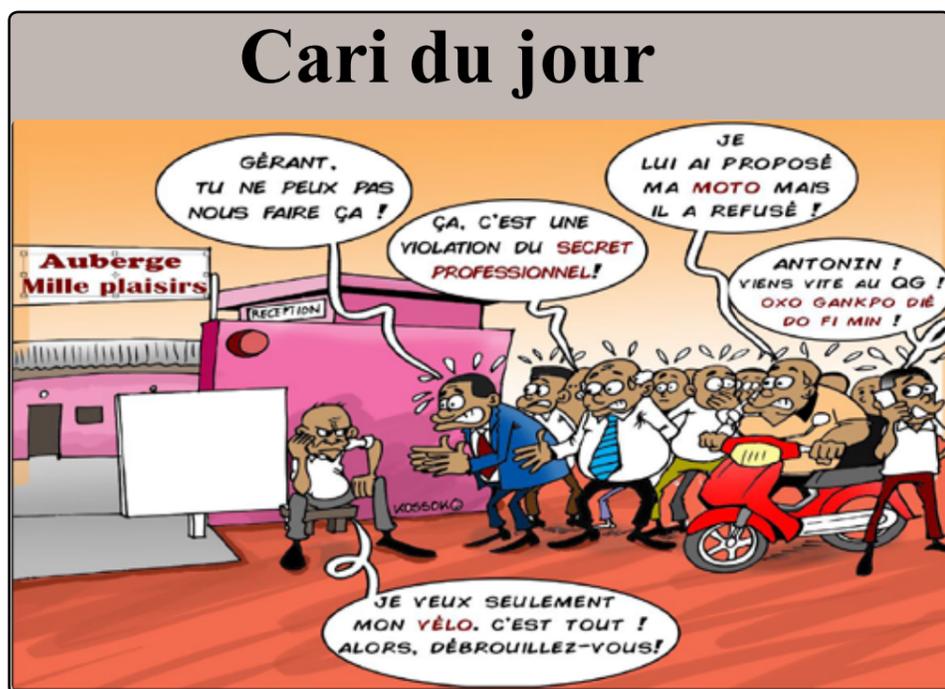
Le préfet Mégbédji lance les épreuves écrites au Ceg 2 de Dogbo

Le Préfet du département du Couffo, Christophe H. Mégbédji accompagné d'une forte délégation a procédé, ce lundi 12 juin 2023, au lancement officiel au plan départemental des épreuves écrites, du Brevet d'Etudes de Premier Cycle (BEPC) au centre de composition du Ceg 2 de Dogbo. « Quand vous aurez fini la composi-

tion d'une épreuve, il faut lire la copie et relire plusieurs fois et attendre qu'on vous dise remettez avant de les remettre », a conseillé le préfet aux candidats. Les rassurant de la réussite, il leur souhaite d'avoir la note 19 ou 20/20 dans les différentes matières. Le Directeur départemental de l'enseignement secondaire de la formation technique et professionnelle (Ddesft),

Zénongnon Kakpo, faisant le point, dira que les candidats sont au nombre de 3974 dont 2212 garçons, 1582 filles répartis dans 13 centres. Précisons que le centre d'examen du Ceg 2 de Dogbo abrite 274 candidats dont 100 filles. Aucun incident majeur n'a été signalé au cours des deux premières journées de l'examen.

Gaétan NATO



AUX DÉCIDEURS...

L'électronique au service des pauvres

L'inclusion financière devient une réalité aussi bien au Bénin que dans l'espace UEMOA. Le site d'information financierafrik.com renseignait un an plus tôt que le Bénin était le leader régional de l'inclusion financière. Cette prouesse en matière de monnaie électronique est fondamentalement profitable aux citoyens à pouvoir économique modeste. Et l'on constate que l'indice d'inclusion financière s'est globalement amélioré dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), ressortant à 0,520 en 2020 contre 0,501 en 2019, sur une échelle de 0 à 1, selon le rapport annuel consacré au sujet par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Par pays, cet indice s'est établi à 0,647 en 2020 au Bénin, contre seulement 0,170 en 2010. Le pays devance ainsi tous les autres de la sous-région. L'année considérée a été marquée au Bénin par la création, par décret, d'un Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF). L'instance a pour mission d'encourager les populations et les PME à recourir davantage au système financier et de restaurer leur confiance à l'endroit des services financiers. C'est le troisième pays de l'Union à se doter d'une telle structure, après le Sénégal en 2009 et la Côte d'Ivoire en 2016. Au classement 2020 de l'inclusion financière, le Bénin est suivi par la Côte d'Ivoire (0,606), le Burkina (0,590), le Sénégal (0,587) et le Togo (0,564). La Guinée-Bissau, le Niger et le Mali, avec respectivement 0,245, 0,250 et 0,445 affichent une faible performance. Au sujet de la monnaie électronique, le nombre de comptes au sein de l'UEMOA a progressé de 39 % à 131 millions, en 2021. Cette progression reflète l'adoption croissante des services financiers numériques dans cette zone monétaire, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. La Côte d'Ivoire enregistre le plus grand nombre de comptes, suivie du Sénégal. Ecofin révèle que le nombre de comptes de monnaie électronique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) est ressorti à 131 millions, au 31 décembre 2021. Ces comptes sont en hausse de 39 %, soit 37 millions de nouveaux comptes enregistrés par rapport à l'année 2020 (94 millions). Par ailleurs, les informations émanant de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), établissent que cette progression du nombre de comptes de monnaie électronique « reflète l'adoption croissante par les populations, des services financiers numériques, amorcée pendant la période du confinement lié à la pandémie de Covid-19 ». Dans son rapport annuel 2021 sur l'évolution des services financiers numériques dans l'Uemoa, publié ce 1er février, la Bceao poursuit en indiquant « qu'une moyenne trimestrielle de 8,77 millions de comptes de monnaie électronique a été observée, soit une évolution de plus de 3 millions par mois ». Presque tous les pays de l'Uemoa ont enregistré une hausse du nombre de comptes de monnaie électronique au 31 décembre 2021. Toutefois, le taux de progression le plus élevé, soit 65 %, a été observé en Côte d'Ivoire. Cette progression en Côte d'Ivoire est en partie liée à la « forte pénétration du produit Wave Money », soutient la Bceao. Le pays comptait 45,6 millions de comptes de monnaie électronique en 2021. Au Sénégal, le nombre de comptes de monnaie électronique a connu une hausse de 62 %, pour s'établir à 21,5 millions en 2021, contre 13,2 millions en 2020. Ces deux pays sont suivis de la Guinée-Bissau qui affiche une évolution de 30%. Le Niger, le Bénin, le Mali et le Burkina affichent des taux allant de 17% à 26%. Concernant le Togo, le taux de croissance du nombre de comptes ouverts ressort à 13%.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Togo : hausse des indicateurs du port autonome de Lomé en 2021

Le Port autonome de Lomé (PAL) a enregistré une hausse de ses indicateurs en 2021, selon une note publiée par la plateforme située en Afrique de l'ouest. Les statistiques, il a été noté, une augmentation du tonnage global à 3.493.845 tonnes de marchandise en 2021, soit un taux de croissance de 14, 17% par rapport à 2020. Pour sa part, le transbordement a connu une augmentation de 15,30% entre 2020 (1.342.546 conteneurs) et 2021 (1.585.101 conteneurs). Le trafic conteneur a progressé de 14,72% soit une augmentation de 254.064 conteneurs, passant ainsi de 1.725.270 conteneurs.

Subventions à la pêche

Le Bénin tarde à adhérer à l'Accord de l'OMC

(Le Nigéria, 2ème pays africain à donner l'exemple)

Timidement, l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions à la pêche, reçoit l'adhésion des pays membres. Après les Seychelles, le Nigéria, pour ce qui est du continent africain, a officiellement accepté lundi 12 juin 2023, l'Accord sur les subventions à la pêche.

• Sylvestre TCHOMAKOU

L'image du Nigéria et des Seychelles, le Bénin se doit d'évoluer dans l'adoption dudit Accord pour mieux protéger ses ressources océaniques qui, d'après plusieurs rapports, sont aussi menacées par la pêche INN. Adopté à la 12ème Conférence ministérielle (CM12) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 17 juin 2022, l'Accord sur les subventions à la pêche, dont l'objectif est de mobiliser les Etats pour la durabilité des océans en interdisant les subventions à la pêche préjudiciables, a dans le rang des Etats africains, un 2ème pays à l'avoir adopté. Cinquième plus grand pays de pêche d'Afrique qui, selon les estimations de certaines études, perd environ 70 millions de dollars chaque année à cause de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, le Nigéria vient d'adopter l'Accord

qui constitue un résultat historique pour la réalisation des ODD. Ce, dans un contexte où le secteur représente jusqu'à 5 % du PIB nigérian et assure la subsistance d'environ 24 millions de personnes. Pour l'Ambassadeur Adamu Mohammed Abdulhamid qui a présenté l'instrument d'acceptation du Nigéria à la Directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala à Genève (Suisse), « l'Accord sur les subventions à la pêche présente une occasion unique pour le Nigéria de promouvoir l'utilisation durable des ressources océaniques pour la croissance économique et l'amélioration des moyens de subsistance tout en préservant la santé de l'écosystème océanique ». Convaincu de ce que l'Accord mettra un terme à tous les subventions à la pêche telles que les activités de pêche illégales, non déclarées et non réglementées par tous les membres de l'OMC, « Par cet instrument d'acceptation, a-t-il



témoigné, le Nigéria réaffirme son attachement à un système commercial multilatéral fondé sur des règles en garantissant sa conformité avec l'Accord et en s'abstenant d'introduire de nouvelles subventions qui nuisent à l'environnement marin tout en reconnaissant la nécessité de mesures spéciales et efficaces appropriées et efficaces ».

Satisfaction renouvelée pour la DG Okonjo-Iweala

Grand artisan de l'avè-

nement de cet Accord dont l'objectif est d'en finir avec la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) qui amenuise les ressources vivantes des océans, la Directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, a exprimé sa reconnaissance quant à l'adhésion progressive des pays. « Je suis profondément reconnaissant au Nigéria d'avoir formellement accepté l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche. Je suis fier de voir l'enga-

gement continu du pays en faveur du développement durable et son vote de confiance dans les travaux de l'OMC », a-t-elle déclaré à l'occasion de la réception de l'instrument d'acceptation du Nigéria. Notant que l'acceptation du Nigéria s'ajoute au nombre croissant de membres qui ont accepté l'Accord, « nous avons reçu environ un tiers du total dont nous avons besoin pour que l'Accord entre en vigueur. J'espère que l'action du Nigéria inspirera d'autres gou-

vernements en Afrique et dans le reste du monde à agir rapidement pour mettre en œuvre l'Accord et favoriser la coopération mondiale au profit de notre avenir commun », va-t-elle lancer. A noter que l'Accord sur les subventions à la pêche établit de nouvelles règles multilatérales contraignantes pour lutter contre les subventions néfastes, qui sont un facteur clé de l'épuisement généralisé de la ressource mondiale, les stocks de poissons. En outre, l'Accord reconnaît les besoins des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) et établit un fonds pour fournir une assistance technique et un renforcement des capacités pour les aider à mettre en œuvre les obligations. L'accord interdit le soutien à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), interdit le soutien à la pêche des stocks surexploités et met fin aux subventions pour la pêche en haute mer non réglementée.

Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habitants/Km ²	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales
Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics
Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Africa CEO Forum 2023

Une conclusion ambitieuse axée sur la libération du plein potentiel de l'Afrique

L'Africa CEO Forum 2023 s'est achevé avec succès le 6 juin dernier, dressant le portrait d'un continent dynamique, prêt à accélérer sa croissance et sa résilience face aux tendances économiques mondiales. Avec la thématique, «De 300 à 3000 : comment accélérer l'émergence de la prochaine génération de champions africains», le Forum a souligné la nécessité pour les dirigeants d'être proactifs face aux crises étrangères qui impactent les économies et les monnaies. Cette année, l'événement a rassemblé les plus hautes sphères du leadership africain, avec plus de 2000 participants de 73 pays, dont 44 pays africains. Parmi eux, 1000 CEO de grands groupes, plus de 50 CEO de startups africaines, 300 femmes dirigeantes, 5 Premiers ministres et des dizaines de ministres. Les échanges ont porté sur des sujets stratégiques clés, comme la sécurité alimentaire, le commerce, les partenariats public-privé, l'engagement des jeunes, l'intelligence artificielle et le potentiel des ressources naturelles africaines. Delphine Traore, CEO d'Aliz Africa, a été reconnue «CEO de l'année» pour sa contribution exceptionnelle à la progression économique du continent. Plusieurs projets à fort impact ont permis des avancées remarquables. L'accord de financement de 500 millions de dollars entre le groupe nigérian BUA et la Société financière internationale (IFI), qui soutiendra la production de ciment «bas carbone» au Nigéria, au Niger et au Burkina Faso, marque une réalisation majeure. Le gouvernement de



la Côte d'Ivoire a également signé trois protocoles d'une valeur de 450 millions de dollars pour soutenir des secteurs comme l'agro-industrie, le développement intégré des plantations et l'immobilier. La construction de parcs industriels en partenariat avec PFO Africa et le groupe chinois CRBC compte parmi les autres collaborations. Le Gabon et Africa50 ont annoncé le lancement d'un ambitieux programme de développement des infrastructures de transport d'électricité. À propos des riches échanges qui ont ponctué l'événement, Amir Ben Yahmed, Président de l'Africa CEO Forum, a observé : «En moins de cinquante ans, nous avons vu plusieurs événements bouleverser le monde, comme la pandémie de COVID-19, les pénuries d'énergie et la flambée de l'inflation. Ces disruptions ont redéfini les relations mondiales, mais elles offrent aussi des opportunités. Le Forum a montré la nécessité pour l'Afrique de saisir ces opportunités, et de faire de son secteur privé un moteur de croissance. Entre les ressources du continent en minerais stratégiques, comme le cuivre et le cobalt, et la volonté de plus en plus affirmée d'une collaboration

efficace entre les gouvernements et les parties prenantes, nous sommes sur la bonne voie.» «Ces deux derniers jours, des experts nous ont offert leurs analyses sur divers sujets liés à la transformation», a noté Sergio Pimenta, Vice-président de la Société financière internationale (IFI) pour l'Afrique. «Nous avons discuté de l'énorme potentiel des startups africaines dirigées par des femmes, des solutions viables pour fournir des soins de santé universels, au moins dans certaines régions du continent, et de comment l'Afrique crée des économies durables et circulaires. Hier, notre Directeur Général, Makhtar Diop, a parlé des progrès réalisés par l'Afrique, notamment en matière d'inclusion financière et numérique. Ensemble, nous avons aussi étudié les stratégies pour passer de 300 à 3000 champions africains. Ce Forum a contribué au dialogue, mais a aussi ouvert la voie à des plans d'action concrets.» Pour la suite, le Forum a réaffirmé son engagement à défendre le rôle central du secteur privé dans la croissance et à faire émerger les champions africains à l'international.

Financial Afrik

Gouvernance des ressources naturelles

Lancement de la Norme ITIE 2023

L'ITIE a inauguré la Norme ITIE 2023, quatrième édition de la norme mondiale promouvant la transparence et la bonne gouvernance des ressources pétrolières, gazières et minérales. Dans sa version modifiée, la Norme ITIE prévoit plusieurs dispositions inédites ou retravaillées devant permettre aux pays de relever les défis les plus urgents en matière de gouvernance des ressources naturelles. Elle renforce les divulgations ITIE et les exigences relatives à la gouvernance permettant de mieux appréhender les effets de la transition énergétique, de lutter contre les risques de corruption, de promouvoir l'équité de genre et de renforcer la collecte des revenus. Dans son avant-propos de la Norme ITIE, la Très honorable Helen Clark, présidente du Conseil d'administration, affirme que cela «contribue à accroître la pertinence de la mise en œuvre de l'ITIE



pour les pays et à faire progresser la gestion ouverte et redevable des ressources naturelles, dans un cadre de responsabilité partagée entre toutes les parties prenantes.» La Norme ITIE a vu le jour en 2013 et a été régulièrement actualisée pour répondre à l'évolution du secteur et aux besoins des parties prenantes. Le Conseil d'administration de l'ITIE a récemment convenu de nouvelles modifications. Ce groupe multipartite est composé de représentants de pays met-

tant en œuvre ou soutenant l'ITIE, de l'industrie et de la société civile. La Norme ITIE a été officiellement adoptée lors de l'Assemblée générale de l'ITIE en amont de la Conférence mondiale de l'ITIE qui débutera le 13 juin et durera une semaine. Diverses parties prenantes venant de plus de 60 pays y discuteront des bonnes pratiques et des stratégies de mise en œuvre de la nouvelle Norme ITIE.

Financial Afrik

Gestion publique

Journées d'information et de sensibilisation sur les chantiers de l'UEMOA au Niger



Le Bureau de Représentation de la Commission de l'UEMOA à Niamey sensibilise les étudiants sur la libre circulation et le droit d'établissement dans l'espace communautaire. Au total 200 étudiants répartis en 04 groupes de 50 en

provenance des Universités de Niamey et de Dosso ont été conviés à des séances de sensibilisations. Les réunions se sont tenues à Niamey les 07 et 08 juin et à Dosso les 12 et 13 juin 2023. Les échanges ont porté sur la libre circulation des personnes et des biens

ainsi que le droit d'établissement dans l'espace UEMOA. Les différentes sessions ont connu la participation des représentants des Ministères en charge des Finances, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, des autorités universitaires et ceux des ordres professionnels. Ces séances ont permis au Bureau de Représentation de la Commission de l'UEMOA au Niger de répondre à de nombreuses questions portant sur le processus de l'intégration régionale.

20minutes

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022

Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52,4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU FONDS ARABO – AFRICAIN D'INVESTISSEMENT

AVIS DE CONVOCATION

Le Conseil d'Administration du "Fonds Arabo-Africain d'Investissement" SA invite Mesdames et Messieurs les actionnaires à participer à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le jeudi 29 juin 2023 de 10h à 11h dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1- Approbation des états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2022 :

- Examen du Rapport du Conseil d'Administration ;
- Examen du Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

2- Affectation du résultat ; 3- Approbation des conventions réglementées ; 4- Désignation d'un Administrateur ; 5- Quitus aux administrateurs ; 6- Adoption des Résolutions ; 7- Dossiers pour information ; 8- Pouvoirs aux fins de formalités.

Conformément aux dispositions légales, les documents relatifs à cette Assemblée seront disponibles à compter du 14 juin 2023 dans les locaux de la société, Zone Résidentielle Lot 58 derrière l'Ambassade d'Allemagne. Prière contacter les numéros suivants : 66-98-61-61, 96-15-42-82. Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut assister personnellement à cette Assemblée ou s'y faire représenter par toute autre personne de son choix munie d'une procuration. Le Conseil d'Administration compte sur votre participation effective à cette Assemblée Générale. Bien vouloir prendre les précautions réglementaires liées au COVID-19.

Pour le Conseil d'Administration

Signature
Le Président

Gestion

L'Egypte obtient une ligne de crédit auprès de l'Inde pour stabiliser ses finances publiques



La ligne de crédit indienne intervient alors que le FMI tarde encore à décaisser une nouvelle tranche de prêt en faveur de l'Egypte, en raison des retards constatés dans la mise en œuvre de certaines réformes économiques sensibles. L'Inde a accordé à l'Egypte une ligne de crédit pour stabiliser les finances publiques de ce pays d'Afrique du Nord qui subit de plein fouet les contrecoups du conflit russo-ukrainien, a annoncé le ministre égyptien de l'Approvisionnement, Ali El-Mosilhy, ce lundi 12 juin.

Cité par Bloomberg, le ministre n'a pas dévoilé le montant de cette ligne de crédit.

Les factures d'importation

de produits alimentaires et de carburant de l'Egypte ont significativement gonflé depuis le début de la guerre en Ukraine, alors que quelque 23 milliards de dollars d'investissements spéculatifs ont fui le pays. La ligne de crédit indienne intervient alors que le Fonds monétaire international (FMI) tarde encore à décaisser une deuxième tranche de prêt au pays dans le cadre du programme d'aide de 3 milliards de dollars ayant fait l'objet d'un accord entre le Caire et l'institution financière multilatérale en décembre dernier. Le décaissement de cette tranche d'un montant d'environ 347 millions de dollars était initialement prévu pour fin mars dernier, mais des retards dans la mise en œuvre de certaines réformes, dont la flexibilité totale du taux de change et

la cession de participations dans certaines entreprises d'Etat, ont conduit le FMI à reporter le versement des fonds. Selon l'agence de notation S&P Global Ratings, les besoins de l'Egypte en financements extérieurs sont estimés à environ 17 milliards de dollars durant l'exercice 2022/2023 (1er juillet/30 juin) et à 20 milliards de dollars au cours de l'exercice suivant. L'Inde et l'Egypte ont renforcé, ces dernières années, leurs relations politiques et économiques. Le président égyptien, Abdel Fattah el-Sissi, était l'invité spécial du défilé indien de la fête de la République en janvier dernier, alors que le Premier ministre indien, Narendra Modi, est attendu au Caire d'ici fin juin, selon l'agence de presse indienne Press Trust of India.

Ecofin

Nigeria

Arla Foods collabore avec le danois VikingGenetics pour accroître sa production laitière

À Nigeria, le lait est l'une des principales denrées alimentaires importées. Dans le pays, les principaux opérateurs de l'industrie misent sur l'amélioration de la génétique bovine pour réduire la facture des achats. Au Nigeria, le géant danois des produits laitiers Arla Foods a conclu un accord de collaboration exclusif avec son compatriote VikingGenetics, un fournisseur spécialisé dans les produits et solutions génétiques bovines, pour accroître la reproduction et la productivité de lait dans sa nouvelle ferme lancée à Kaduna. Selon les informations relayées par le quotidien local Business-Post ce partenariat permettra notamment à Arla Foods d'obtenir et d'utiliser dans son troupeau des semences sexées «X-Vik» provenant des races de taureaux améliorées par VikingGenetics et principalement conçues pour augmenter de 90 % les chances de procréer des veaux femelles. Par ailleurs, les races de vaches améliorées par VikingGenetics sont en mesure de produire



entre 30 à 40 litres de lait cru par jour, soit un rendement 18 à 25 fois plus élevé que celui des races locales qui tourne autour de 1,6 litre par jour. «Arla souhaite augmenter le rendement laitier des vaches et l'introduction de la génétique bovine nordique sur le marché nigérian peut débiter une grande partie du potentiel inexploité de l'industrie laitière du pays. Ensemble nous avons sélectionné les bons taureaux pour atteindre cet objectif», a déclaré Seppo Niskanen, directeur des exportations chez VikingGenetics. «Avec ce projet, nous partageons nos connaissances, nous créons un marché éco-

nomiquement viable pour le lait local et nous montrons la voie pour l'avenir de l'élevage laitier nigérian», ajoute pour sa part Snorri Sigurdsson, directeur principal de l'approvisionnement et de la production de lait cru chez Arla Foods. Globalement, l'initiative devrait contribuer à terme à l'amélioration de l'offre en produits laitiers dans le pays qui dépend encore des importations pour couvrir plus de 75 % de ses besoins de consommation de lait qui sont évalués à plus de 2,2 millions de tonnes par an, selon les données officielles.

Ecofin



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siglec Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph ARONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : 15 à 20 personnes par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Coopération

Ryad et Pékin signent 8 milliards de dollars d'investissements

L'Arabie saoudite a annoncé le 11 juin des accords d'investissements de 10 milliards de dollars, essentiellement conclus par la riche monarchie pétrolière, au premier jour de la dixième conférence d'affaires sino-arabe à Ryad. Celle-ci se tient pour la première fois dans le royaume du Golfe et réunit sur deux jours plus de 3 500 décideurs et représentants d'entreprises chinoises et arabes, selon le ministère saoudien de l'Investissement. Cette annonce intervient en plein renforcement des relations commerciales et diplomatiques entre la Chine et le Moyen-Orient, traditionnellement sous influence américaine, Pékin ayant même supervisé le récent rapprochement entre les deux grands rivaux de la région, l'Iran et l'Arabie saoudite.

Voitures électriques, fer, cuivre...

Ces investissements couvrent des domaines variés, allant des nouvelles technologies, à l'agriculture, en passant par les énergies renouvelables, l'immobilier, les minéraux ou encore le tourisme, a ajouté le ministre. La plupart d'entre eux ont été conclus entre des entreprises chinoises et des entités saoudiennes, privées ou publiques, pour un montant d'au moins 8 milliards de



dollars. Un memorandum d'entente a notamment été signé entre le ministère saoudien de l'Investissement et le constructeur de voitures électriques chinois Human Horizons prévoyant la création d'une coentreprise pour 5,6 milliards de dollars. Un autre, de 533 millions de dollars, a été conclu entre AMR ALuwlaa Company et le groupe Zhonghuan International, basé à Hong Kong, pour une usine de fer en Arabie Saoudite. Par ailleurs, le groupe saoudien ASK et la China National Geological & Mining Corp se sont engagés à développer un projet d'exploitation minière de cuivre dans le royaume, pour 500 millions de dollars, selon la même source. Cette « réunion est une opportunité [...] pour construire un avenir commun vers une nouvelle ère bénéfique pour nos peuples », a déclaré à l'ouverture de la conférence le ministre saoudien des Affaires étran-

gères, Fayçal ben Farhane, soulignant le potentiel de développement des relations économiques arabo-chinoises.

La Chine au détriment des États-Unis ?

L'Arabie saoudite, premier exportateur de brut au monde, avait reçu en décembre le président chinois, Xi Jinping, suscitant les critiques des États-Unis, ses partenaires traditionnels. Interrogé à ce propos, le ministre saoudien de l'Énergie, Abdelaziz ben Salmane, a dit « ignorer » les critiques, en affirmant que les hommes d'affaires vont « là où les opportunités se présentent ». En visite la semaine dernière à Ryad, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, avait affirmé que son pays ne demandait « à personne de choisir entre les États-Unis et la Chine ».

Jeune Afrique

Fonction publique

La France va dévoiler ses mesures salariales pour les fonctionnaires

La question du pouvoir d'achat pour les membres de la fonction publique est ce lundi à l'agenda de l'exécutif. Le gouvernement va recevoir à Paris les huit syndicats de fonctionnaires pour leur dévoiler les mesures salariales qu'il envisage afin d'amortir le choc persistant de l'inflation.

Face à la flambée des prix (5,1 % sur un an en mai, selon l'Insee) et tout particulièrement des produits alimentaires (+14,1 %), les syndicats, soudés par leur opposition commune à la réforme des retraites, réclament unanimement une augmentation générale, d'une ampleur variable selon les organisations. Les syndicats devraient être fixés à 14h30 sur les intentions du gouvernement.

La CGT veut « une revalorisation générale d'au moins 10 % »

Alors qu'un agent public sur cinq est payé au salaire minimum, « les replâtrages parcelaires ne sont plus à l'ordre du jour », a averti vendredi par communiqué la CGT,

premier syndicat du secteur public. « Une revalorisation générale d'au moins 10 % » des salaires est nécessaire, ajoute Céline Verzeletti, patronne de la fédération CGT des fonctionnaires d'Etat.

Ces dernières semaines, l'exécutif a semblé décidé à faire un geste pour les fonctionnaires les moins bien rémunérés mais a entretenu le flou sur d'éventuelles mesures générales qui bénéficieraient à l'ensemble des 5,7 millions d'agents publics. Le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guerini, a déjà reçu les syndicats un par un fin mai. « On est ouverts à de longues discussions » dans le cadre de la réunion plénière, indique l'entourage du ministre, qui espère pou-

voir s'accorder avec les syndicats dès ce lundi et annoncer dans la foulée les mesures retenues. « On a entendu » la volonté d'augmentation générale des syndicats, assure-t-on au ministère. Mais dans un contexte budgétaire contraint, « les efforts (...) doivent être concentrés sur le pouvoir d'achat notamment des bas salaires », ajoute-t-on de même source.

L'exécutif espère renouer durablement le dialogue Le traitement des agents de l'Etat, des collectivités et des hôpitaux a déjà été revalorisé de 3,5 % à l'été 2022, un geste dont le coût pour les finances publiques a été chiffré à 7,5 milliards d'euros en année pleine.

20minutes

Blé

La production mondiale attendue à un niveau record en 2023/2024



Le blé est la seconde céréale la plus cultivée derrière le maïs. Pour la campagne 2023/2024, tous les voyants sont au vert pour la graminée la plus échangée sur le marché international. En 2023/2024, la récolte globale de blé pourrait atteindre son plus haut niveau historique. C'est ce qu'indique le Département américain de l'agriculture (USDA) dans ses prévisions de juin concernant le marché mondial.

La production de la céréale est en effet attendue à 800,19 millions de tonnes, soit près de 11,7 millions de tonnes de plus que la campagne précédente et la 5ème année consécutive de progression. Selon l'organisme, cette abondance est d'abord liée à des révisions à la hausse de plusieurs fournisseurs majeurs de la graminée. Dans les détails, l'Inde, second pays producteur devrait moissonner 113,5 millions de tonnes contre 104 millions de tonnes en 2022/2023. De son côté, la production russe est prévue pour atteindre 85 millions de tonnes durant la campagne 2023/2024, un niveau en hausse par rapport à l'estimation précédente (81 millions de tonnes), mais encore inférieur au pic atteint un an plus tôt (92 millions de tonnes). Par ailleurs, l'Union européenne affichera un stock record de 140,5 millions de tonnes (contre 139 millions de tonnes en 2022/2023) alors que l'Ukraine devrait produire un million de tonnes de plus qu'estimé précédemment à 17,5 millions de tonnes même s'il s'agit d'un niveau très faible par rapport à la moyenne quinquennale (26,4 millions de tonnes). Globalement, la forte production mondiale intervient dans un contexte où les stocks de fin de la campagne précédente atteignent 266 millions de tonnes. Cette situation couplée à la prolongation de l'accord de l'ONU sur le corridor ukrainien dans la mer Noire pourrait contribuer à la persistance de l'accalmie sur le marché mondial et à une baisse des cours. Déjà le 22 mai dernier, les contrats à terme sur le blé de Chicago sont passés sous la barre des 6 \$ pour le boisseau (environ 27 kg), soit le plus bas niveau depuis deux ans.

Audiovisuel

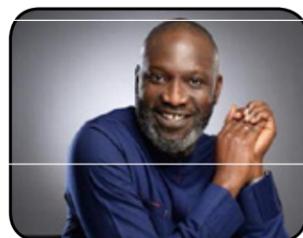
L'UA de Radiodiffusion nomme une nouvelle cheffe à la tête de son centre d'échange de contenu

En Aout 2022, l'Union Africaine de Radiodiffusion avait nommé Abderrahmane Khodja à la tête de son nouveau centre d'échange de contenu. L'ancien directeur de la télévision publique algérienne a été remplacé le 7 juin dernier par sa compatriote Karima Chelbi. L'Union Africaine de Radiodiffusion (UAR) a nommé une nouvelle directrice à la tête de son centre d'échange de contenus. L'Algérienne Karima Chelbi a été nommée en remplacement de son compatriote Khodja Abderrahmane qui occupait la fonction depuis aout 2022. L'information a été rendue publique par le communiqué de nomination publié par Grégoire Ndjaka, directeur général de l'UAR, le 7 juin. Le communiqué, plutôt laconique, ne donne aucune information sur les raisons de ce changement. Après plusieurs nominations le 4 aout dernier, le centre, qui héberge des unités de productions audiovisuelles et un Data Center, était censé entrer dans sa phase opérationnelle. Jusque-là, l'UAR n'a pas communiqué sur l'activité de ce centre dont le but premier était de permettre aux membres de l'association d'échanger des contenus entre eux.



Nigeria

MTN réduit son investissement dans les médias



Depuis le 15 mai, la seconde édition du Media Innovation Programme de MTN Nigeria a lancé une formation de 20 professionnels des médias de la république fédérale. D'après l'opérateur de télécommunications, cette initiative lui a coûté 216 000 \$. Au Nigeria, l'initiative Media Innovation Programme de MTN a couté plus de 216 000 \$. C'est ce qu'a révélé l'opérateur de télécommunication à la presse locale pour

montrer son engagement à soutenir l'amélioration des compétences de la presse nigérienne. La deuxième édition de l'événement forme, en Afrique du Sud, depuis le 15 mai, 20 journalistes ayant passé une présélection. « Lorsque MTN a célébré son 20e anniversaire au Nigeria, nous avons eu une conversation sur les défis auxquels sont confrontés les médias au Nigeria et sur la manière dont nous pouvons intervenir. Nous avons rédigé conjointement un document que nous avons présenté au conseil d'administration et qui a été approuvé. C'est ainsi que nous en sommes là aujourd'hui », a commenté Tobechukwu Okigbo, directeur général des services d'entreprise de MTN Nigeria. Aucun média local ne mentionne le fait que lors de la première édition, MTN avait investi un peu plus de 649 000 \$. De quoi susciter des questions sur l'engagement tant mis en avant ou même les résultats de la première édition de l'initiative en 2022

Ecofin du 13 Juin 2023

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 9 juin 2023

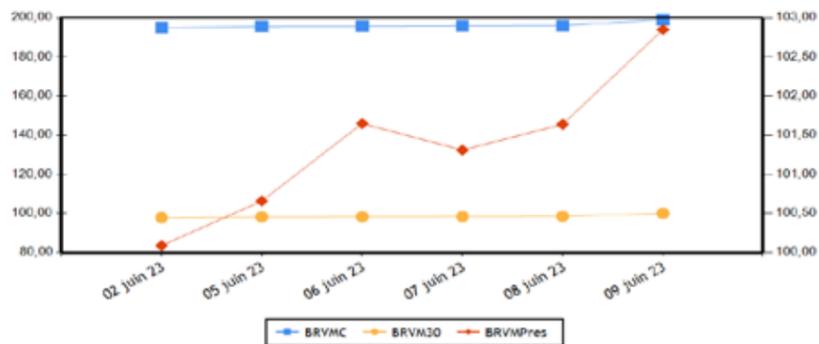
N° 109

BRVM COMPOSITE	198,94
Variation Jour	1,47 %
Variation annuelle	-2,11 %

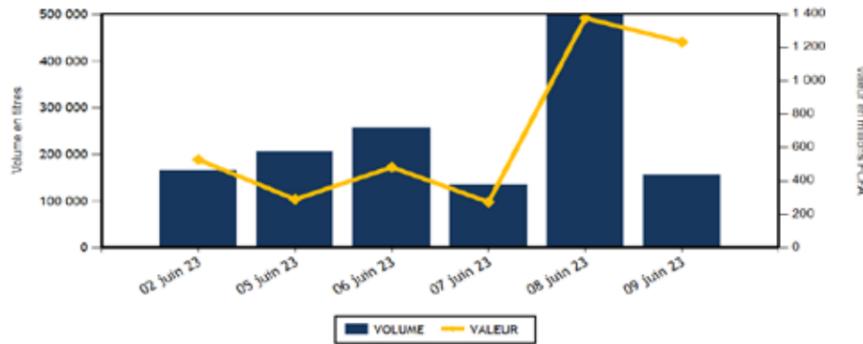
BRVM 30	100,03
Variation Jour	1,51 %
Variation annuelle	0,03 %

BRVM PRESTIGE	102,85
Variation Jour	1,19 %
Variation annuelle	2,85 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 401 192 265 626	1,47 %
Volume échangé (Actions & Droits)	118 019	-74,49 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	839 910 477	-19,84 %
Nombre de titres transigés	44	2,33 %
Nombre de titres en hausse	16	23,08 %
Nombre de titres en baisse	15	-6,25 %
Nombre de titres inchangés	13	-7,14 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 955	7,45 %	-7,51 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 360	4,21 %	-2,86 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	9 950	4,19 %	-2,55 %
SETAO CI (STAC)	1 140	4,11 %	20,00 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	15 950	2,90 %	37,44 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 104 233 877 509	0,02 %
Volume échangé	38 858	6,98 %
Valeur transigée (FCFA)	392 463 030	19,29 %
Nombre de titres transigés	8	100,00 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	3	200,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 100	-5,98 %	-31,25 %
SITAB CI (STBC)	6 015	-5,28 %	-12,19 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 970	-2,45 %	8,40 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 200	-2,44 %	-7,34 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	700	-2,10 %	2,94 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	102,85	1,19 %	2,85 %	83 228	699 935 707	6,23
BRVM-PRINCIPAL	36	94,71	1,29 %	-5,29 %	34 791	139 974 770	10,92

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	93,09	-1,28 %	-10,68 %	3 836	7 170 895	27,26
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	484,17	3,23 %	-1,03 %	44 114	599 655 125	9,09
BRVM - FINANCES	15	76,86	0,43 %	1,79 %	51 007	115 721 167	6,03
BRVM - TRANSPORT	2	328,58	-0,72 %	-3,84 %	1 023	1 372 300	5,23
BRVM - AGRICULTURE	5	231,12	-1,33 %	-18,49 %	14 341	111 052 110	4,77
BRVM - DISTRIBUTION	7	343,95	0,58 %	-4,07 %	3 693	4 933 180	11,91
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 406,63	4,11 %	20,00 %	5	5 700	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,73
Taux de rendement moyen du marché	8,26
Taux de rentabilité moyen du marché	9,11
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	122
Volume moyen annuel par séance	554 503,00
Valeur moyenne annuelle par séance	923 984 410,74

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,05
Ratio moyen de satisfaction	20,37
Ratio moyen de tendance	502,39
Ratio moyen de couverture	19,91
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	6,23
Nombre de SGI participantes	27

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'état

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tél : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316066

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIFC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIFC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANHI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINT GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINT LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Jun 2023
Jeudi 01 Jun 2023
Lundi 05 Jun 2023
Vendredi 09 Jun 2023
Mardi 13 Jun 2023
samedi 17 Jun 2023
Mecredi 21 Jun 2023
Dimanche 25 Jun 2023
Jeudi 29 Jun 2023

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 13/06/ 2023

Cours des matières Premières du Mardi 13 Juin 2023

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » du Mardi 13 Juin 2023

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
		Matéri	Matéri
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikémon	Ikémon	mercredi
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi
	Lahotan	Lahotan	mercredi
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Assemblée nationale

Les députés béninois aux Parlements régionaux désignés

Les représentants de la 9^{ème} législature de l'Assemblée nationale du Bénin dans les Parlements régionaux que sont : le Parlement de la CEDEAO, le Comité interparlementaire de l'Uemoa et le Parlement panafricain sont désormais connus. Ils ont été désignés ce jour mardi 13 juin 2023 par vote au cours de la séance plénière présidée par le Président Louis Gbèhounou Vlavanou.

Le groupe parlementaire Les Démocrates n'a pas proposé de nom après l'adoption de la clé de répartition basée sur le principe de la configuration politique de l'Assemblée nationale du Bénin validée par 76 députés qui ont voté pour, 28 contre et zéro abstention. Selon cette clé de répartition qui a d'ailleurs fait l'objet d'un débat houleux, la majorité parlementaire constituée par les députés du groupe Union progressiste le Renouveau s'est vue attribuer 03 sièges sur les 05 à pourvoir pour chacun des parlements régionaux. Les groupes parlementaires Bloc Républicain et Les Démocrates se sont vu attribuer 01 siège chacun.



Ainsi, pour le Parlement de la CEDEAO, ce sont les députés Cécile Ahoumènou, Jérémie Adomahoun, Issa Salifou qui vont siéger au titre du groupe parlementaire Union progressiste le Renouveau. Ils seront accompagnés du député Bako Arifari Nassirou du Bloc

Républicain. Pour ce qui est du Comité interparlementaire de l'Uemoa, les députés Richard Allossohou, Jacques Yamapabou et Toni Gniré Fatoumata siégeront au titre du groupe Union progressiste le Renouveau. Ils seront accompagnés du député Nathanaël Sokpoèkpè du Bloc

Républicain.

L'Assemblée nationale du Bénin sera représentée au Parlement panafricain par les députés Justin Agbodjété, Ayikoélé Rogatienne et Nicaise Fagnon pour le compte du groupe Union progressiste le Renouveau et Rosine Dagnihou pour le compte du groupe parlementaire Bloc Républicain. Le groupe parlementaire Les Démocrates n'a désigné de représentants dans aucun de ses Parlements régionaux. Mais il a participé au vote qui a validé les listes proposées par les groupes parlementaires Union progressiste le Renouveau et le Bloc Républicain. Le vote a été sanctionné par 69 voix pour, 28 contre et zéro abstention.

Source externe



HOROSCOPE finance

Bélier Moment rêvé pour signer des contrats, pour acquérir des biens, ou encore pour effectuer des transactions financières ou immobilières. En tout cas, vous pourrez améliorer votre situation matérielle de façon spectaculaire.

Taureau

Vous risquez de connaître quelques difficultés financières, et vos rentrées diminueront comme par enchantement. Vous serez donc contraint de tenir serré les cordons de votre bourse, et plus que vous ne le voudriez. Mais vous pourriez même prendre goût à un mode de vie plus austère.

Gémeaux

Avec cet aspect de Neptune, vous devrez rester vigilant concernant vos finances, vous méfier des mauvais choix et réfléchir longuement avant de signer le moindre contrat ou le moindre engagement. Mais avec Jupiter bien aspecté, il est tout à fait possible qu'après bien des inquiétudes, vous ayez droit à un coup de chance ou à un redressement spectaculaire.

Cancer La Lune influençant un de vos secteurs financiers indique un risque de stagnation, voire des difficultés, liées par exemple à un surendettement. Il faudra rester prudent et serrer les cordons de la bourse.

Lion

Avec le Soleil illuminant votre secteur argent, vous aurez sans doute l'opportunité d'améliorer vos revenus. N'hésitez pas à demander une prime quelconque si vous estimez la mériter. Si vous avez du mal à équilibrer votre budget, demandez de l'aide à vos proches ; ils seront ravis de vous donner un coup de main. Autre solution : allez voir votre banquier ; il sera de bon conseil et vous aidera à mieux gérer votre budget.

Vierge

La situation financière devrait se stabiliser. Tous ceux d'entre vous, et notamment ceux du premier décan, qui ont dû affronter dernièrement une situation pécuniaire difficile vont pouvoir rééquilibrer leur budget.

Balance

L'action simultanée de plusieurs planètes amènera de la chance dans les placements à long terme et les investissements immobiliers aujourd'hui. A vous de savoir en profiter ! Ce serait dommage rater le coche par paresse ou étourderie.

Scorpion

Fiez-vous à votre intuition pour vos placements et spéculations diverses. Vous aurez tout le pouvoir de persuasion souhaitable dans ce domaine, et vos transactions pourront en bénéficier de manière remarquable.

Sagittaire

Avec la configuration astrale de ce jour, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières profitables, préparer votre retraite ou assurer l'avenir des vôtres. Vous voyez, "il n'y a pas que des épines sur les rosiers, il y a aussi des roses" (Thai Hoa).

Capricorne

Les opportunités financières qui vous ont échoué dernièrement se feront plus rares. Neptune vous portera encore chance. Mais restez prudent, car cette planète pourrait vous rendre trop optimiste. Attention, donc, à ne pas continuer à croire au Père Noël, et à ne pas accorder votre confiance à n'importe qui.

Verseau

Cette journée marquera une nette amélioration de votre situation matérielle. Vous pourrez effectuer des transactions profitables, à condition toutefois de choisir des placements sûrs. Une rencontre se révélera très utile.

Poissons

Tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles. Mais si vous cédez aux tentations, vous ne pourrez éviter de subir le contrecoup de l'impact négatif de Pluton. Ce ne sera pas non plus le moment de prendre des décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achat, de vente ou de placements.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

Rédacteur en chef

Falco Vignon

Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Franck Vial, correspondant

France de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Graphiste

Gièle NOUDAÏKPON
(62323855)

Entretien avec Oleg Nesterenko

La guerre en Ukraine, c'est la guerre de la monnaie américaine

La guerre en Ukraine continue toujours de faire parler d'elle. Dans cet entretien avec L'Eclaireur, Oleg Nesterenko, président du CCIE passe au peigne fin ce conflit dont la fin est incertaine.

A Istanbul, quand les deux parties ont trouvé un consensus sur la majorité d'éléments clés de l'accord sur l'arrêt des hostilités, quand ils ont été pratiquement à un pas de la ratification du document de l'accord de paix, il y a eu un virage à 180 degrés du côté ukrainien. Pourquoi ? Il ne faut pas avoir une grande expérience dans le monde des affaires pour savoir : dans le cadre de négociations, quand une des deux parties fait volte-face du jour au lendemain, cela ne signifie qu'une seule chose - que cette partie a eu une contre-proposition de la part des concurrents de ceux qui sont en face d'elle. C'est comme cela que cela se passe dans le monde des affaires. Dans la politique c'est pareil.

Si l'Ukraine a pu se permettre le luxe de faire une croix sur l'accord de paix, c'est tout simplement qu'elle a reçu une contre-proposition. Et cette contre-proposition ne pouvait venir que du camp occidental. Les événements qui ont suivi ont dévoilé les éléments de cette proposition : l'Ukraine a reçu une proposition pour l'ouverture d'une gigantesque ligne de crédit partiellement payable en armement. En contrepartie, l'Ukraine devait s'engager à s'interdire de conclure un accord d'arrêt de guerre face à la Russie et fournir « la main d'œuvre » combattante. C'était ça l'accord.

Afin de répondre au second engagement de Kiev, les frontières nationales de l'Ukraine pour sortir du pays ont été fermées. En France, on n'en parle pas beaucoup - car c'est une vérité trop gênante - mais au début de la guerre il y a eu un gigantesque exode des populations des territoires de l'Ukraine, notamment de la population masculine. Les hommes savaient que s'ils ne partaient pas, ils seraient envoyés à la tuerie. Quand on parle à la télévision occidentale de l'héroïsme ukrainien, ça me fait sourire sachant parfaitement que le pays se serait vidé des futurs combattants en un temps très réduit si les frontières n'étaient pas interdites de passage. Entre parenthèses, il faut savoir que pour quitter l'Ukraine depuis la fermeture des frontières et encore aujourd'hui, il faut déboursier un pot de vin aux fonctionnaires de la douane ukrainienne qui va de 7 à 10 000 dollars américains. C'est pour dire que pratiquement aucun riche ukrainien ne combat en Ukraine. Mourir aujourd'hui en Ukraine - c'est le sort des pauvres. Cette information provient directement de nombreuses personnes qui ont payé pour quitter le pays et que je connais personnellement.

Les réfugiés ukrainiens ont, en Europe, bénéficié d'un statut très protecteur, comparé notamment aux Syriens ou aux Afghans. Mais selon vous, c'est usurpé ?

C'est bien le cas. D'une part, le bloc "atlantiste" est directement responsable de l'exode des populations syriennes et afghanes - il faudrait un article à part pour énumérer les actions de "bienfaisance" commises par ce bloc contre ces pays et leurs désastreuses conséquences. Et je ne parle pas uniquement, par exemple, de l'acte d'agression de la Syrie lequel est juridiquement considéré en tant que crime d'agression, selon les points a, b, c et d du paragraphe 2 de l'article 8bis du Statut de Rome de la CPI tant chéri et mis en avant ces temps-ci par ceux qui la financent. Il faut remonter bien plus loin, notamment aux origines de la création de divers courants et structures, dont l'Etat islamique. Si nous sommes dans la logique de l'accueil des réfugiés venus de tous les horizons, alors, c'est bien ces deux populations qui ont le plus de légitimité pour en bénéficier, sans compter les Libyens, dont les sous-traitants des Etats-Unis ont anéanti l'avenir de leur pays.

D'autre part, concernant les réfugiés ukrainiens, notamment en France, il y a ce que l'on connaît d'eux via les mass médias et il y a la réalité qui diffère grandement de la propagande. Les médias occidentaux présentent les Ukrainiens en tant qu'un groupe d'individus qui ont fui la guerre. C'est le narratif que l'on connaît. La réalité n'y correspond pas du tout.

Les réfugiés ukrainiens sont très loin d'être un bloc homogène. Il y a une très nette séparation entre les réfugiés venus de l'est et ceux venus de l'ouest du pays. Ceux de l'ouest du pays, territoires traditionnellement nationalistes, ont fui l'Ukraine, tandis que leur région ne se trouvait sous aucune réelle menace. Ils ne risquaient rien, ni au début de



la guerre, ni aujourd'hui. Dès le second mois du conflit, il était déjà clair que la Russie n'était nullement intéressée par cette zone. L'ouest de l'Ukraine, ce n'est ni la Syrie, ni l'Irak. La réelle motivation du départ d'habitants de cette zone vers l'Europe n'est nullement humanitaire, mais économique.

Il faut savoir que depuis la chute de l'Union soviétique, les régions de l'ouest de l'Ukraine ont toujours vécu dans une grande pauvreté, à la limite de la misère : pratiquement toutes les richesses du pays sont concentrées à Kiev et à l'est de l'Ukraine. De 1991 au 2022, des millions d'Ukrainiens, majoritairement des régions mentionnées, sont partis travailler à l'étranger. Il y a deux destinations pour ces travailleurs : la Russie et l'Union européenne. Vous l'ignorez certainement, mais même aujourd'hui il y a plus d'un million de travailleurs ukrainiens sur le sol russe. Et je ne vous parle que du chiffre officiel de ceux qui disposent d'un permis de travail officiel. Avec le marché du travail au noir on estime qu'il y a plus de 3 millions de citoyens ukrainiens travaillant en Russie. Le nombre traditionnellement très élevé de travailleurs illégaux ukrainiens est dû à la politique de tolérance à leur égard qui a toujours eu lieu en Russie : ils ne risquent pas grande chose étant arrêtés. D'autres sont partis travailler au noir dans l'Union européenne. Quand vous avez une personne d'un village qui part travailler vers l'Europe, à terme, c'est parfois la majorité de la population du village en âge de travailler qui suit son chemin, les uns après les autres. Dans sa majorité écrasante, les hommes travaillent dans le bâtiment et les femmes qui accompagnent leurs maris - en tant que femmes de ménage. Les hommes font surtout des "rotations", car la plupart du temps, leurs familles restent au pays. Et on parle ainsi de millions de personnes. Si parmi vos lecteurs, un grand nombre n'a jamais entendu parler de cela, sachez qu'en Ukraine il n'y pas une seule personne adulte dans tout le pays pour qui mes propos ne sont une banalité.

Avec le déclenchement de la guerre, un grand nombre de familles sont parties rejoindre leurs maris travaillant au noir dans l'Union européenne. Beaucoup d'autres ont vu une opportunité pour partir et changer de vie. En partant, beaucoup ont fait louer leurs biens immobiliers à des réfugiés de l'est du pays qui ne sont traditionnellement pas attirés par les richesses de l'Europe et préfèrent rester en Ukraine. Il y a un véritable scandale en Ukraine, dont vous n'allez jamais bien évidemment entendre parler, sur ses profiteurs de guerre qui n'ont jamais été en danger et qui sont partis toucher des allocations en Europe en louant à des prix exorbitants leurs biens à de vrais réfugiés, vu la demande qui a explosé et qui a fait démultiplier les prix dans le locatif. Ce ne sont nullement des cas isolés, mais une très grande pratique dans l'intégralité des régions de l'ouest du pays. Au point qu'aujourd'hui il y est impossible de trouver le moindre bien à louer qui ne soit au prix, tout au moins multiplié par deux, et même par cinq par endroit, par rapport à celui pratiqué avant la guerre.

En tout cas, ceux qui sont originaires de l'ouest de l'Ukraine et qui ne sont pas dans l'Union européenne pour des raisons économiques, sont déjà repartis chez eux depuis un moment. Je suis formel.

En revanche, ceux qui sont originaires de l'est du pays, territoires traditionnellement pro-russes, ont fui un danger on ne peut plus réel. Parmi eux, ceux qui sont partis vers l'Europe sont ceux qui n'ont pas eu de moyens financiers pour rester à l'ouest de l'Ukraine qui est une zone d'une parfaite sécurité, mais où ils se font dépouiller par des locaux qui, par ailleurs, les détestent presque autant que les Russes. Et ce que les Européens ignorent, c'est que parmi ces vrais réfugiés beaucoup sont foncièrement pro-russes et haïssent le régime de Kiev et tout ce qu'il représente. S'ils ne sont pas partis vers la Russie, ce n'est dû qu'au fait qu'il n'était pas possible de traverser la ligne de front. Ils n'avaient qu'une possibilité de fuir : vers l'ouest.

En France, vous avez une part relativement importante de réfugiés ukrainiens qui sont parfaitement pro-russes, mais qui se taisent, car ils savent qu'il ne faut surtout pas que l'accueillant intoxiqué par sa propagande apprenne la vérité les concernant et les rejette pour des raisons politiques. Ce sont surtout des personnes âgées de plus de 45 ans, ceux qui ont reçu une éducation encore sous l'URSS. Ce ne sont nullement des nostalgiques du passé soviétique, loin de là. Ce sont juste ceux qui savent exactement ce qu'est la Russie et le monde russe, car ils y ont vécu.

On a une idée du nombre d'Ukrainiens qui ont fui l'Ukraine ?

Je ne dispose pas de chiffres précis mais on parle de millions qui sont partis vers l'Europe, dont plus de 100 000 vers la France. Il faut se rappeler que les frontières ont été fermées dès le mois de mars 2022, sans quoi la quasi-intégralité de la population masculine âgée de 18 à 60 ans aurait fui le pays et il ne resterait plus personne à renvoyer à l'abattoir. Mais le pays qui a accueilli le plus de réfugiés, c'est bien la Russie. Il y a plus de 3,2 millions de personnes. Et parler des départs des habitants ukrainiens vers la Russie d'une manière forcée n'est que signe d'imbécillité et de déconnexion totale de la réalité.

” La guerre en Ukraine, c'est la guerre du dollar ” (2e partie)
Alors que la question se pose de la fin de la suprématie du dollar, vous dites que la guerre en Ukraine est non seulement la guerre du dollar américain mais qu'elle n'est pas la première...

Je vois que vous faites allusion à mon analyse sur les guerres du dollar, publiée cela fait quelque temps... En effet, ce n'est pas la première, ni même la deuxième, mais la troisième guerre du dollar. La première, c'était la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein. La deuxième, celle de la guerre contre la Libye de Kadhafi. Et la troisième, donc, contre Moscou sur le territoire de l'Ukraine, menée sur le territoire d'un Etat tiers tout simplement parce qu'on ne peut pas mener la guerre contre les Russes directement chez eux. Et ce n'est que la guerre hybride et par procuration qui peut avoir lieu face à la Russie.

S'agissant des deux premières guerres du dollar, il faut d'abord comprendre que des pays comme l'Irak et la Libye sont, avant tout, des grandes puissances énergétiques. Des puissances qui ont osé mettre la monnaie américaine en danger. En 2003, Saddam Hussein avait mis sa menace à exécution : celle de cesser de vendre les hydrocarbures et le gaz en dollar américain. Saddam Hussein était le premier à soulever la question de la légitimité du dollar, du pétrodollar et, surtout, à agir d'une manière très significative contre ce dernier. Il a alors signé son arrêt de mort.

En février 2003, Saddam Hussein a vendu 3 milliards de barils de pétrole brut pour un montant supérieur à 25 milliards d'euros. Cette vente a eu lieu bien en euros et non pas en dollars américains. Un mois plus tard, les Etats-Unis envahissaient l'Irak. On ne connaît pas les chiffres exacts, mais on estime le nombre de victimes à un million, dont une sur deux était mineure. Sans parler des centaines de milliers de morts supplémentaires dans les années qui ont suivi à la suite de la destruction totale de l'infrastructure sociale et économique du pays. D'ailleurs les Américains eux-mêmes, leurs analystes dignes de ce nom, le reconnaissent.

Suite dans la prochaine parution

Intelligence artificielle

Un danger « invisible » pour le marché du travail ?

L'intelligence artificielle (IA) semble être le sujet le plus débattu pour le moment à travers le monde à cause des « miracles » qu'elle va accomplir dans tous les domaines de la vie des humains. Mais hélas, loin de douter du pouvoir de ce faiseur des miracles, une experte vient de révéler la « face cachée » de l'IA, l'impact négatif qu'elle pourrait avoir sur le marché du travail.



● Julien COSTA

Il n'est en aucun cas garanti que l'IA profitera aux humains, ni que les gains des gagnants suffiront à compenser les perdants. Il est tout à fait possible que l'IA remplace simplement les emplois humains sans créer de nouveaux emplois plus productifs pour les humains, comme l'a noté l'économiste Daron Acemoglu », a déclaré Gita Gopinath, première directrice générale adjointe du Fonds monétaire international (FMI). L'économiste indo-américaine, qui a récemment tenu ces propos à l'université de Glasgow lors de la commémoration du 300ème anniversaire de la naissance de l'éminent économiste Adam Smith, a souligné que, malgré le potentiel de l'IA, le monde devrait aussi tenir compte de l'effet négatif général qu'elle pourrait avoir sur l'emploi et des bouleversements sociaux qui pourraient en résulter. « Étant donné que le bien-

être de l'individu et le sort du travailleur commun sous-tendaient une grande partie de la pensée d'Adam Smith, cela l'aurait sûrement troublé. Il était intéressé par le développement d'une économie qui fonctionnait pour tout le monde, pas seulement pour quelques élus », a expliqué Gina Gopinath.

« Tout au long de son livre « La richesse des nations », il a critiqué le système commercial mercantiliste dans lequel l'Angleterre cherchait à développer ses exportations à tout prix, avec trop de pouvoir de marché concentré entre les mains d'entreprises bénéficiant de monopoles commerciaux », a-t-elle ajoutée.

« Main invisible »

A en croire cette éminente professeure des études internationales de l'université de Harvard, alors qu'Adam Smith aurait été impressionné par l'émergence d'une technologie aussi puissante dans une économie mondialisée, il aurait également

pu se rendre compte que la main invisible à elle seule ne suffirait peut-être pas à assurer de larges avantages à la société.

« En fait, dans de nombreux domaines, de la finance à la fabrication, la main invisible n'a pas suffi à garantir de larges avantages depuis un certain temps ».

Conséquemment, la cheffe économiste du FMI exhorte le monde à être prêt à faire face aux effets plus larges de l'IA sur les économies et les sociétés. Selon elle, compte tenu de la menace de pertes d'emplois généralisées, il est essentiel que les gouvernements mettent en place des filets de sécurité sociale flexibles pour aider ceux qui perdront leurs emplois.

« En plus, ils devraient aussi redynamiser les politiques du marché du travail pour aider les employés à continuer à travailler ».

Enfin, a-t-elle poursuivi, les politiques fiscales doivent également être soigneusement évaluées pour s'assurer que les systèmes fiscaux ne favorisent pas la substitution aveugle de la main-d'œuvre. Pour rappel l'intelligence artificielle (IA) est un processus d'imitation de l'intelligence humaine qui repose sur la création et l'application d'algorithmes exécutés dans un environnement informatique dynamique. Son but est de permettre à des ordinateurs de penser et d'agir comme des êtres humains.

Éliminatoires CAN 2023

Les Guépards au top niveau après quatre jours d'entraînement

L'effectif de Gernot Rohr est déjà au grand complet pour affronter les Lions de la Téranga le samedi prochain dans le cadre de la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations, Côte-d'Ivoire 2023, après une arrivée au compte-goutte des joueurs.



● Belmondo ATIKPO

Le compte à rebours de ce Bénin-Sénégal tant attendu a d'ores et déjà commencé. Ce mardi matin et soir, les 25 Guépards au grand complet se sont entraînés pour la quatrième fois d'affilée. La séance s'est déroulée dans la bonne humeur sous la supervision du sélectionneur Gernot Rohr. L'entraîneur met tout doucement son plan de jeu en place pour déjouer les pronostics de ceux qui donnent pendant le Bénin. Au cours des quatre jours d'entraînement intense, le coach béninois a mis l'accent sur les exercices physiques, athlétiques. Avant chaque séance, les joueurs sous la direction du préparateur physique font plusieurs tours de terrain. Cette partie est suivie d'étirements et d'autres exercices. Ensuite, les Guépards sont répartis selon le poste en atelier pour travailler sur

certaines phases de jeu. À cette étape, les gardiens, les défenseurs, les milieux de terrain et les attaquants sont soumis à des cas pratiques de jeu. Les joueurs enchaînent avec le jeu à onze contre onze. Cette ultime phase des entraînements permet à Gernot Rohr d'avoir une idée de la forme de ses poulains. C'est aussi à partir de là que le sélectionneur opère le choix des onze du départ. Après quatre jours de séance, tous les joueurs ont du " jus dans les jambes". C'est le constat fait au regard de ce que nous avons observé de positif chez les Guépards. Saturnin Allagbé, Khaled Adénon, Cédric Hountondji, Stéphane SESSEGNON, Mateo Alhinvi, Jodel Dossou le TGV et les autres affichent un état d'esprit rassurant. Dans leur prise de balle, dans leur conduite de ballon,

dans leur marquage et leur efficacité devant les buts on sent que le groupe de Gernot est prêt pour le combat contre le Sénégal ce samedi 18 juin en nocturne à 20 h au stade Général Mathieu Kérékou.

Le Sénégal attendu ce jeudi

C'est demain jeudi que l'équipe sénégalaise va rallier Cotonou. Les Lions déjà qualifiés mais moralement touchés par la crise politique auront deux jours pour prendre connaissance de l'aire de jeu avant la date échue. L'entraîneur sénégalais Aliou Cissé se déplace avec tous les héros de la dernière CAN tels que Sadio Mané, Khalilou Coulibaly, Pape Sarr, Baldé, sauf Édouard Mendy manque à l'appel. Une victoire contre le Sénégal mettrait le Bénin en position idéale pour arracher son billet pour la CAN 2023.

Mercato d'hiver

Mbappé veut quitter le PSG le plus vite que possible

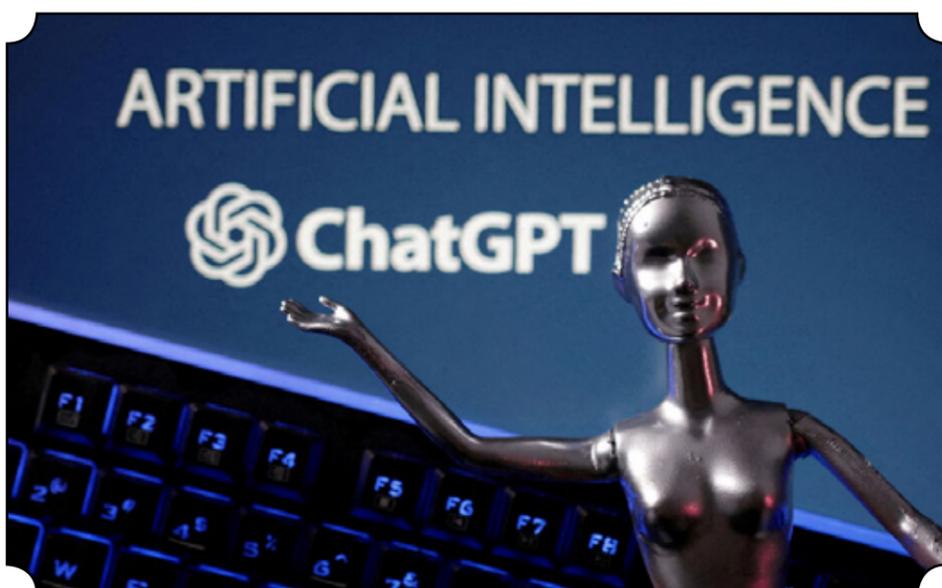
L'impensable est sur le point de se réaliser au Paris Saint-Germain avec le départ possible de Kylian Mbappé, le numéro 10 du PSG.

● Belmondo ATIKPO

Partira ou ne partira pas ? Depuis plusieurs jours le langage corporel expressif de Kylian Mbappé est tout sauf, continuer au PSG. L'attaquant parisien a certainement la tête ailleurs. Il a envie de scruter un nouvel horizon de sa riche carrière. Dans une lettre envoyée aux dirigeants du PSG, le natif de Bondy a clairement dit son intention de ne plus signer un nouveau contrat qui va le lier au club parisien jusqu'en 2025. Sans

langue de bois, Mbappé est sur le point de tirer un trait sur le club de la capitale. En accusant réception du courrier, les dirigeants parisiens ont aussi fait part de leurs intentions de ne pas laisser Mbappé partir libre. Les Qataris veulent le mettre en option achat dans le but de bénéficier de 180 millions d'euros de la part du club acheteur. Le président du Réal Madrid, Florentino López est très intéressé par cette nouvelle offre. Kylian lui-même lorgne plus du côté

du Réal que tout autre club. Reste maintenant à prendre langue des deux côtés pour harmoniser les vues sur un possible transfert de Mbappé du PSG au Réal Madrid. Cette saison en France, l'attaquant du PSG a brillé de mille feux en terminant meilleur buteur et meilleur joueur de la Ligue 1. Après Lionel Messi, Sergio Ramos et possiblement Neymar, le PSG sera amputé de son buteur fétiche Kylian Mbappé.



GROUPE DE PRESSE L'ECONOMISTE

📍 SIEGE SOCIAL
Sikècodji,
Cotonou



REJOIGNEZ-NOUS SUR NOS
DIFFERENTS CANAUX DIGITAUX

-  L'économiste du Bénin
-  L'économiste du Bénin
-  L'économiste du Bénin
-  L'économiste du Bénin
-  www.leconomistebenin.com

L'économiste du Bénin
www.leconomistebenin.com
leconomistebenin1@gmail.com
Téléphone : +229 97 09 64 17
+229 69 19 08 80

L'économiste du Togo
www.leconomistedutogo.tg
contact@leconomistedutogo.tg
Téléphone : +228 90 16 47 09

L'économiste du Niger
www.leconomisteniger.com
BP 10.646, Niamey, Niger
Téléphone : +227 96 96 45 61

L'économiste du Sénégal
www.leconomistesenegal.com
leconomistesenegal@gmail.com
Téléphone : 70 907 60 12

L'économiste du Mali
www.leconomistedumali.com

Toute l'actualité économique sous-régionale, africaine et internationale, des informations économiques, bancaires, financières et boursières, dans un seul quotidien.

Le Groupe de presse L'Économiste, plus grand, plus fort, plus loin !



**Avec ARESS,
vivez l'Énergie,
l'Énergie de Qualité
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

CMJN

CMJN